

LE COURRIER CATALAN

GAZETTE D'INFORMATION BI-MENSUELLE

Rédaction et Administration : 71, Rue de Rennes, Paris (VI^e)

Abonnement Trimestriel : France : 10 fr. — Etranger : 15 fr.

Abonnement Annuel : France : 35 fr. — Etranger : 50 fr.

2^e ANNÉE | N° 16 |

1^{er} JANVIER 1925

| PRIX : 2 FR.

NOUVELLES DE LA QUINZAINE

CONTRE LA PRESSE. — Le gouvernement espagnol a interdit la publication du quotidien de Gérone, El Geronés, et de l'hebdomadaire ouvrier barcelonais, La Batalla. On avait auparavant décrété la suspension du Diario d'Alicante. D'autre part, le gouverneur de Gérone a frappé d'amende le directeur du journal El Norte.

LE PRÉSIDENT DU « CASAL CATALA » DE PARIS. — M. Francesc Dalmau, président du « Casal Catala » de Paris, qui était l'un des plus anciens employés dans la succursale parisienne d'une banque sud-américaine, a été congédié à la suite d'ordres donnés par la succursale madrilène de la dite banque. Cette révocation qui ne vise nullement l'employé droit et consciencieux est uniquement adressée au président du club catalan, parce que catalan.

CONTRE L'AUTEUR D'« ALPHONSE XIII DÉMASQUÉ ». — En dehors de la campagne pour la défense du roi, que mène le Directoire militaire espagnol, il est à signaler que M. Blasco Ibañez est poursuivi devant les tribunaux militaires pour crime de lèse-majesté.

LA FIN DE L'AFFAIRE REY. — L'ouvrier espagnol Candido Rey, arrêté à Perpignan pour distribution de tracts contre le Directoire et remis aux autorités espagnoles, est de nouveau à Perpignan, libéré à la suite de l'intervention du gouvernement français. Rey est resté en prison soixante-trois jours à Barcelone et trente-cinq à Madrid. Il a été mis en liberté le 12 décembre et conduit par la garde civile de Madrid à Valladolid et Hendaye, d'où il s'est dirigé sur Perpignan.

NOUVELLES PÉRSÉCUTIONS. — On a clôturé le « Foment Republica Social », de Torroella de Montgrí. Le président et le vice-président, M. Francesc Salls et M. Joan Ferrer, ont été arrêtés.

LA CAMPAGNE ANTIDYNASTIQUE. — On lit dans le Journal des Débats du 22 décembre : « On annonce la publication d'un ouvrage important et d'une grande actualité, dû à la plume d'un ancien ambassadeur espagnol, le marquis de Villaurrutia. Le titre du livre serait : Ferdinand VII et Alphonse XIII, deux chutes de l'Espagne. Prévoyant que le Directoire en interdirait la publication en Espagne, à cause des détails embarrassants que l'auteur donne sur la politique de la monarchie actuelle, le marquis de Villaurrutia aurait décidé de publier son ouvrage en français. »

UN FILM FRANÇAIS INTERDIT EN ESPAGNE. — Par un télégramme-circulaire du sous-secrétaire de l'Intérieur espagnol, les préfets des provinces de la péninsule sont invités à empêcher la production du film français Koenigsmark, tiré du roman de M. Pierre Benoit. Le Directoire militaire espagnol a décidé cette interdiction parce que, d'après le télégramme-circulaire, « on y blesse les sentiments et on y atteint le dignité d'un pays ami de l'Espagne ». (De Comœdia.)

« ESPANA CON HONRA ». — Tel est le titre du journal que les émigrés espagnols ont commencé à publier à Paris. Dans son premier numéro, daté du 20 décembre, on y lit de violents articles contre Alphonse XIII et le Directoire, signés par MM. Blasco Ibañez, M. de Unamuno et E. Ortega y Gasset. Ces trois écrivains sont aussi les signataires d'une protestation adressée au président intérimaire du Directoire espagnol contre les exécutions de Barcelone et de Vera.

UN LIVRE DE M. CAMBO. — On annonce la publication imminente, chez Plon et Nourrit, de la traduction française du livre de M. Francesc Cambó, Fascisme et bolchevisme, dont on parle tant, à l'heure actuelle, au delà des Pyrénées.

LE CATALAN AUX UNIVERSITÉS FRANÇAISES. — M. Pierre Fouché, de l'Université de Grenoble, vient d'éditer à Toulouse sa remarquable thèse de doctorat ès lettres sur « La phonétique historique du catalan roussillonnais et sa morphologie ».

LA MUSIQUE CATALANE A PARIS. — Le compositeur et pianiste, M. Gibert-Campins, a donné au « Caméléon » une causerie très réussie sur la musique catalane. Après la causerie eut lieu un concert. Au programme, les meilleures œuvres des compositeurs catalans les plus notoires et un bon recueil de chansons populaires. Tous les interprètes furent très applaudis.

COMMENT L'ESPAGNE ENTEND LA CIVILISATION. — D'après une dépêche de Tanger adressée à un journal parisien, l'aviation espagnole « bombarde intensivement la région des Andjeras, employant les gaz asphyxiants. La population affolée fuit de tous côtés. De nombreuses familles indigènes se réfugient dans la zone de Tanger. » Cette dépêche commence, naturellement, par une phrase comme celle-ci : « La si-

A LA RECHERCHE D'UNE POLITIQUE

Le Directoire continue à donner la mesure de ses capacités. A l'intérieur de la Péninsule, l'opposition s'organise et s'affermi ; au Maroc, le fameux plan du général haut commissaire et président du Directoire produit ses résultats. Tanger est menacé. Tanger menacé, cela signifie que d'hispano-marocain le problème devient international. Tanger est trop voisin de Gibraltar pour laisser l'Angleterre indifférente. Les intérêts français à Tanger sont considérables. L'Italie ne restera pas en dehors du cercle de négociations relatives à l'Afrique du Nord. Voici donc l'Europe aux prises avec des difficultés qui, toutes, sont dues à l'intelligente politique pratiquée depuis quinze mois à Madrid par le Directoire, avec la complicité du roi.

On sait que M. Herriot a profité du récent passage à Paris de Sir Austen Chamberlain pour s'entretenir avec lui de la question du Maroc. Le gouvernement français a déjà fait parvenir à Madrid une note officieuse afin de faire comprendre, si possible, aux membres du Directoire que l'abandon du Maroc par l'Espagne est contraire aux traités. L'ardeur des Andjeras le prouve et va nécessiter de la part de la France une action qui sortira nécessairement des voies diplomatiques.

Nous ne saurions laisser oublier ici que nous avons prévu les événements d'aujourd'hui. Mais l'heure est moins aux prophéties qu'aux réalisations. A l'égard de l'Espagne, une méthode de préservation s'impose. Va-t-on tergiverser ? L'envoi de notes à Madrid ne résoudrait rien. On connaît la situation précaire du gouvernement actuellement cramponné aux basques du roi. Négocier quoi que ce soit avec ce gouvernement est illusoire et dangereux. Il est douteux que la combinaison ministérielle qui succédera tôt ou tard à celle du général dictateur reconnaisse les engagements que celui-ci ou ses gens ont pu prendre de leur unique autorité. N'oublions pas que le gouvernement qui a dissous les Cortès ne s'appuie sur aucune réalité nationale. Il a contre lui tous les partis, de droite et de gauche ; et c'est un leurre que de penser qu'il serait soutenu par l'armée. Nous avons publié ici des documents nombreux attestant combien l'armée espagnole du Maroc est divisée ; et l'on sait que dans l'entourage immédiat du roi il s'est trouvé des généraux nettement hostiles à ceux qui gouvernent, tandis que le populaire général Berenguer se trouve en prison. N'ayant avec lui aucune fraction de cette opinion publique que représentent les partis politiques, ne pouvant compter sur l'armée pour s'imposer, le gouvernement actuel dont le roi Alphonse a pourvu son peuple n'est nullement qualifié pour négocier un accord avec qui que ce soit. L'habitude est prise d'exiger désormais qu'un traité, pour être valable, ait été ratifié

par les Parlements des pays signataires. Il n'y a plus de Parlement en Espagne. Il ne s'y trouve pas non plus de gouvernement légal, mais un groupe de tyrans dont les jours sont comptés.

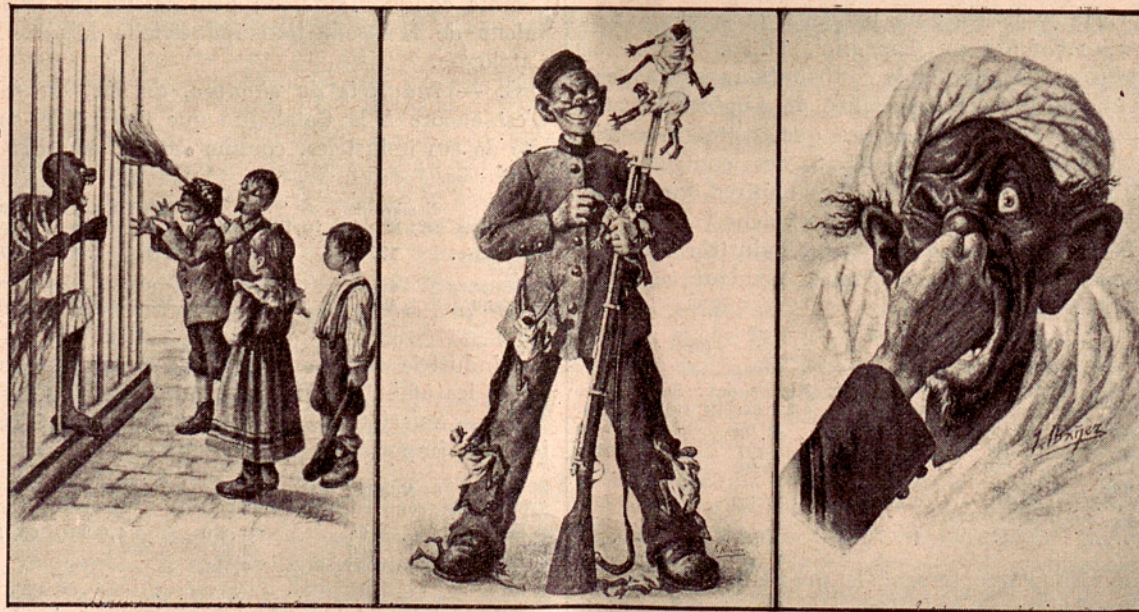
Ce qui se passe au Maroc n'a pu surprendre aucun observateur des choses espagnoles. Mais les observateurs sont-ils nombreux ? On aurait tort de le croire. On ignore trop, en effet, à Paris, et jusque dans les cercles politiques, ce qui se passe au delà des Pyrénées. La politique intérieure de l'Espagne renseignerait utilement les gens de bonne foi sur le sens des événements en cours et à venir. La question catalane domine évidemment toutes les autres. Au rebours de ce qu'on pense généralement, ce n'est pas la Catalogne qui se trouve en rébellion contre Madrid, mais c'est le gouvernement lui-même qui a pris l'offensive contre la plus belle et la plus riche des provinces du royaume. On s'en rend compte en nous lisant. Le Temps lui-même en convenait dans son numéro du 16 décembre. Quiconque daigne observer sait que Primo commence la politique provocatrice de Philippe IV, en l'assaisonnant toutefois d'un grand effort d'abêtissement.

Or, la Catalogne est l'unique foyer d'influences dont puisse se flatter de disposer la France dans la Péninsule. Quiconque a voyagé en Espagne sait cela. Quiconque a parcouru les journaux et les livres ibériques sait cela. L'attitude de systématique indifférence adoptée jusqu'ici par les gouvernements français vis-à-vis de la Catalogne est une politique de mutilation volontaire. Le seul atout qu'ait la France en Espagne se trouverait perdu si l'influence et le prestige dont elle jouit autour de Barcelone s'y laissaient amoindrir. C'est moins avec Madrid qu'avec Barcelone que l'on doit compter désormais ; Madrid, c'est le passé ; Barcelone est l'avenir. Là, meurt la monarchie ; ici, la république s'élabore : deux faits dont la réalisation aura été hâtée par ce Primo que le Maroc achève et que va renier l'Espagne.

Ces considérations doivent orienter la politique du quai d'Orsay. Elles dictent la méthode à suivre, pour la défense des intérêts français. Le prochain article montrera mieux, j'espère, les raisons sérieuses que l'on a de redouter les conséquences de tout arrangement avec le Directoire et de conserver à Barcelone le bénéfice des amitiés qu'y préparent les poètes. On trouvera d'autre part les nouvelles qui nous sont parvenues tant au sujet du Maroc que de l'Espagne seule. Si l'on veut bien les examiner à la faveur des quelques observations qui précèdent, on devra convenir avec nous que si la France entend sauvegarder ses intérêts au Maroc ou à l'intérieur de la Péninsule, elle n'a plus à choisir entre deux attitudes.

F. JEAN-DESTHIEUX.

Comment l'Espagne entend accomplir au Maroc sa mission civilisatrice



MAURE PRISONNIER

SOLDAT D'INFANTERIE

TÊTE DE RIFAIN

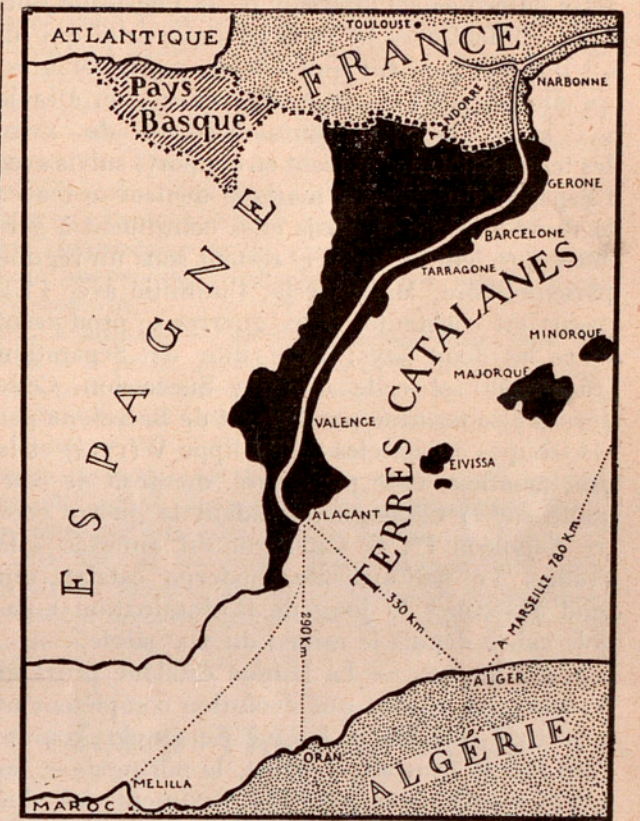
Les dessins que nous reproduisons sont tirés d'une nombreuse série de cartes postales, publiées par l'Armée espagnole en vue de faire de la propagande pour la conquête du Maroc. De pareils dessins se passent de tout commentaire. Ces cartes ont été dessinées par J. Ibañez, imprimées par la maison Ediciones Victoria et gravées par la maison N. Coll Salietti. Elles portent respectivement de gauche à droite, les numéros 902, 872 et 874.

tuation dans la zone occidentale commence à s'améliorer... »

ABD-EL-KRIM, SULTAN DES RIFAINS. — D'après une dépêche de Tanger, Abd-el-Krim, enhardi par ses récents succès et le repli des troupes espagnoles, a occupé tous les territoires évacués et a pris le titre de sultan des Rifains.

LES MOUSQUETAIRES DU DIRECTOIRE. — Le gouvernement espagnol a envoyé à Paris

MM. Manuel Bueno et Carretero pour entreprendre une propagande en faveur de la monarchie espagnole et du Directoire. M. Bueno est un des derniers convertis, puisqu'il rédigeait, naguère, un violent article, non signé, contre ses maîtres d'aujourd'hui. Quant à M. Carretero, on ne connaît que trop ses romans pornographiques signés du pseudonyme « El Caballero Audaz ».



Les terres Catalanes

1. **Etendue** : 60.853 kilomètres carrés, c'est-à-dire une étendue plus grande que celle de la Belgique, de la Hollande, du Danemark ou de l'Esthonie et un peu moindre que celle de la Lettonie ou de l'Irlande. Elles comprennent 12 % de l'étendue de l'Etat espagnol.

2. **Population** : 4.393.133 habitants (recensement de 1920), c'est-à-dire une population plus grande que celles de la Lettonie, de l'Esthonie, de la Norvège, de la Géorgie, du Danemark, de la Finlande ou de la Suisse et un peu moindre que celles de l'Irlande, de la Bulgarie ou de la Grèce. Elle représente 20 % de la population de l'Etat espagnol.

3. **Population relative** : 72 habitants par kilomètre carré. Dans la province de Barcelone, elle est de 75 habitants par kilomètre carré et dans celle de Valence elle est de 181. La population relative des terres espagnoles est de 35 habitants.

4. **Frontière** : Des 650 kilomètres de frontière entre la France et l'Etat espagnol, 380 kilomètres appartiennent à la frontière catalano-française.

5. **Côtes** : Des 1.400 kilomètres des côtes méditerranéennes de l'Etat espagnol, 850 kilomètres appartiennent à la côte catalane. Les Iles Baléares sont aussi des terres catalanes.

6. **Agriculture** : La production des pays catalans est très variée : de l'huile, du vin, des oranges et d'autres fruits, etc., c'est-à-dire des produits agricoles d'exportation.

La production agricole espagnole est presque limitée aux céréales (blé). La valeur de la production agricole catalane s'est chiffrée en 1922 à 1.758 millions de pesetas, c'est-à-dire presque le cinquième de la production agricole espagnole.

7. **Industrie** : La production industrielle des terres catalanes représente annuellement 4.500 millions de pesetas (dont 4.000 pour la Catalogne à elle seule). Cette production représente les 75 % de la production totale espagnole. Un Catalan produit annuellement 1.706 pesetas lorsqu'un Espagnol n'en produit que 68,50.

8. **Commerce** : Presque tout le commerce espagnol sort des terres catalanes. En 1920, les importations du port de Barcelone représentèrent 472 tonnes, lorsque celles de toutes les douanes de l'Espagne se chiffrent par 1.400 tonnes, les importations du port de Barcelone représentant donc plus du 33 % de ce dernier chiffre. Les exportations du port de Barcelone et de la douane de Port-Bou représentent à elles seules le 52 % des exportations espagnoles.

9. **Impôts** : Des 2.429 millions de pesetas de recettes perçues par l'Etat espagnol en 1922, presque le tiers, c'est-à-dire 760 millions lui venaient des terres catalanes. La Catalogne à elle seule paie en impôts jusqu'à 555 millions, soit le quart de la somme précédemment dite. Un Espagnol ne paie donc que 102 pesetas d'impôts, lorsqu'un Catalan en paie 236,77 pesetas, c'est-à-dire deux fois et demie plus.

Les dépenses réalisées par l'Etat espagnol en Catalogne pendant l'année 1922, pour les Travaux publics : instruction, service de santé et agriculture, ne dépassèrent guère 66 millions, c'est-à-dire que la possession de la Catalogne fournit cette année-là à l'Espagne un bénéfice de 489 millions.

Les fondements du droit des Terres Catalanes à l'autonomie

1^o **Géographie.** — Les Terres catalanes constituent une unité géographique distincte de l'Espagne ; elles forment une région côtière et maritime séparée du plateau central de la Péninsule par de hautes montagnes qui ont des sommets de 1.500 et 2.000 mètres. Les conditions du terrain sont totalement différentes à l'intérieur de la Péninsule et sur les côtes : à l'intérieur, des plaines immenses et désertes ; sur les côtes, des montagnes et des plaines fertiles, d'aspect varié.